



## PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU CONSEIL MUNICIPAL

Du 2 juillet 2019

\*\*\*\*\*

L'an deux mille dix-neuf le 2 juillet à 20 heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, salle du Conseil en Mairie, sous la présidence de Madame Barbara NOURRY, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 27 juin 2019

### **Présents :**

Mme Barbara NOURRY, M. Jean-François CHARRIER, Mme Maryline ALEXANDRE, Mme Marie-Laure BRIAND, Mme Cécile GASSER, M. Frédéric BOISLEVE, Mme Emilie HAMON, M. Franck BOUQUIN, M. Joseph ROCHER, Adjoint ;  
M. Michel ROBIN, M. Paul PITARD, M. Jean-Yves RETIERE, M. Frédéric MAINDRON, Mme Françoise DUPAS, Mme Corine BERTAUD, Mme Karine MAINGUET, Mme Aurélie GAUTIER, Mme Laëtitia AURAY, M. Simon RIPAULT, M. Clément LECOMTE, M. Eric VANDAELE, M. William TRUIN, M. Bernard RETIERE, conseillers municipaux.

### **Etaient excusés :**

Mme Christiane LAUNAY, (pouvoir à M. Frédéric MAINDRON)  
Mme Céline CHARRIER, (pouvoir à Mme Aurélie GAUTIER)  
M. Alain MALGOGNE, (pouvoir à M. William TRUIN)

### **Absent :**

M. Cyrille GREGOIRE

**Secrétaire de séance** : Mme Marie-Laure BRIAND est nommée secrétaire de séance.

### **1) Approbation des procès-verbaux des Conseils Municipaux des 7 mai et 13 juin 2019**

- Approbation reportée au prochain Conseil Municipal.

### **2) Garantie bancaire du projet d'EHPAD**

Madame le Maire indique que lors du Conseil Municipal du 7 mai 2019, il y a eu une présentation du projet d'un nouvel EHPAD sur la commune de Ligné et il a été demandé aux communes de St Mars-du-Désert, Ligné, Couffé et Mouzeil de se porter garants selon des règles de subventions élaborées par le SIVU MARLI. Une délibération avait été prise par laquelle la commune demandait à la CCEG de se porter garante puisqu'elle l'avait déjà effectué pour la commune d'Héric. La CCEG a répondu que le projet étant hors territoire, elle ne procéderait donc pas à cette garantie d'emprunt. Il est donc demandé au Conseil Municipal de bien vouloir autoriser la commune de Saint-Mars-du-Désert à se porter garante de l'emprunt. Madame le Maire précise qu'il n'y a pas d'impact sur l'endettement de la commune.

Monsieur Joseph ROCHER déplore « l'étroitesse » d'esprit du Bureau communautaire car il s'agit d'un projet à destination des habitants de Saint-Mars-du-Désert.

Madame le Maire précise que la CCEG a répondu qu'il fallait, d'un point de vue juridique, que le bâtiment soit sur le territoire des 12 communes.

Monsieur Joseph ROCHER demande si l'on est bien certain que la CCEG ne finance aucune infrastructure hors CCEG.

Monsieur Frédéric MAINDRON indique qu'il ne s'agit pas d'une « étroitesse » d'esprit de la part des membres du Bureau communautaire puisqu'il s'agit d'une question légale. Si la Chambre Régionale de la Cour des Comptes venait faire un contrôle et si cela était accepté par la CCEG, cette dernière serait mise en cause car elle ne peut avoir de garantie d'emprunt uniquement que pour des équipements situés sur son territoire.

Monsieur Bernard RETIERE fait allusion à l'article paru dans l'Express le 25 juin dernier. En France, la part des plus de 65 ans a doublé en un siècle et cela va continuer. Les chiffres de l'INSEE indiquent qu'en 2020, les plus de 65 ans représenteront 20 % de la population. Pour la commune, le pourcentage est exactement le même. Si l'on se projette dans les années 2070, le pourcentage atteindra les 29 %. Ce qui signifie qu'il faudra davantage de moyens mis en œuvre auprès de ces populations sur le territoire de la CCEG et/ou de la commune, avec le soutien de la Communauté de communes. La dépendance des personnes de plus de 65 ans aura progressé de 25 % entre 2015 et 2030, et de plus de 77 % entre 2015 et 2050. Ces enjeux seront nationaux et territoriaux. D'autre part, Monsieur RETIERE fait état de témoignages d'habitants de la commune qui se demandent pourquoi il n'y a pas de maison de retraite à Saint-Mars-du-Désert. Il reprend le témoignage d'une personne dont l'épouse, malade et âgée de 80 ans, n'a pu trouver de place ni dans la maison de retraite de Ligné, ni dans d'autres du secteur. Les maisons de retraite ont répondu privilégier les habitants de leur commune. De même, Monsieur RETIERE fait état du témoignage d'une personne dont la mère atteinte d'une maladie dégénérative n'a pu être prise à l'EHPAD de Ligné. Le maintien à domicile est mis en place mais malgré la qualité des services, cette famille se trouve désespérée lorsque les accompagnants ne sont pas disponibles. Il semble donc judicieux de se demander si les personnes doivent aller en EHPAD à Ligné ou bien s'il serait souhaitable que les habitants de la commune bénéficient d'un établissement local. Monsieur RETIERE demande aux membres du Conseil Municipal de se poser la question sur le lieu de construction d'un EHPAD.

Madame le Maire laisse Madame GASSER et Madame ALEXANDRE s'exprimer sur le sujet, puisque ce sont elles qui suivent le dossier. Elle précise que dans le vieillissement, il faut dissocier les personnes de plus de 65 ans et les personnes plutôt en situation de dépendance qui sont accueillies dans les EHPAD. Entre 65 ans et le moment où l'on part en maison de retraite, les actions à mener reviennent à la commune et à la Communauté de communes. C'est actuellement le cas sur le territoire pour le maintien à domicile.

Madame GASSER précise que toutes les personnes âgées ne partent pas en maison de retraite. En effet, les 2/3 des personnes restent à leur domicile jusqu'à la fin de leur vie. C'est le souhait de la majorité des personnes âgées et également celui de l'ARS (Agence Régionale de Santé). Il y a toujours une priorisation des communes de Ligné, Couffé, Mouzeil et Saint-Mars-du-Désert pour l'EHPAD de Ligné. Systématiquement, lors de problèmes rencontrés, le CCAS intervient et en général la personne en demande réussit à entrer dans l'établissement. Madame GASSER indique que la personne dont fait état Monsieur RETIERE n'est peut-être pas venue au CCAS. En cas d'attente, il existe des logements intermédiaires. En ce qui concerne l'accompagnement des personnes, il existe au niveau intercommunal, le CLIC (Centre Local d'Information et de Coordination) qui intervient auprès des personnes âgées et qui les accompagne (soins à domicile, aide pour entrer en EHPAD, etc...). Madame GASSER ajoute qu'il y a le village des aînés sur la commune où une première tranche de logements répond à beaucoup de demandes et à l'avenir, des logements nouveaux seront destinés aux "aînés". L'habitat partagé sera également mis en place. Le constat est qu'il existe des solutions alternatives aux maisons de retraite. De plus, c'est l'ARS qui décide du nombre de lits nécessaires en EHPAD par commune ou Communauté de communes.

Monsieur Bernard RETIERE ajoute qu'il comprend qu'aujourd'hui un certain nombre de moyens soit mis en place dans l'accompagnement d'une catégorie de la population sur la commune. Néanmoins, certaines personnes doivent quitter le territoire. Ce qui entraîne des déplacements pour les familles et des difficultés pour quelques-unes.

Madame Maryline ALEXANDRE précise que la commune n'est pas décideur de la construction d'un EHPAD, du nombre de lits et que c'est bien l'ARS qui le décide en fonction de critères précis.

Monsieur Bernard RETIERE ajoute qu'il s'agit néanmoins d'une volonté politique d'une commune de demander à ce qu'il y ait un appel à projet.

Madame Maryline ALEXANDRE indique qu'historiquement, la maison de retraite de Ligné, accueille les habitants de la commune.

Madame le Maire précise que lorsque l'aidant doit se déplacer à Ligné, il est pris grand soin pour voir si ces déplacements peuvent s'effectuer. Elle indique que l'association " Fleurs d'Automne" interviennent toutes les semaines à l'EHPAD de Ligné. Les personnes bénévoles peuvent assurer les déplacements des familles à raison d'une à deux fois par semaine si besoin.

Monsieur Bernard RETIERE ajoute que cela n'est peut-être pas envisageable sur le long terme.

Madame le Maire souhaite laisser en suspend cette discussion pour revenir au sujet qui est la garantie d'emprunt pour la construction d'un nouvel EHPAD. Cela n'empêchera pas des discussions ultérieures autour du thème "vieillir à St Mars-du-Désert". Comme l'ont souligné Madame Karine MAINGUET et Monsieur Cyrille GREGOIRE, on ne peut malheureusement pas faire d'EHPAD dans chaque commune. D'autre part, sur la commune, il y a également un pôle médical avec médecins, dentistes, podologues ... Des personnes font appel aux services d'association telles que "Solidair'Auto" pour venir aux rendez-vous. Chaque problème peut trouver sa solution mais la construction d'un EHPAD est très coûteuse. Le projet initial de l'EHPAD de Ligné comportait 20 lits supplémentaires mais il n'a pas été accepté au vu des effectifs à venir. Par contre, le bâtiment pourra être évolutif. C'est donc bien l'ARS qui cartographie à l'instant "T" le nombre d'EHPAD nécessaires sur les territoires sans qu'il n'y ait de pression politique.

Monsieur Bernard RETIERE indique, que par respect pour les personnes qui lui ont demandé, il appuie leur demande d'installation d'un EHPAD sur la commune.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à la majorité des membres présents ou représentés (1 vote contre : M. Bernard RETIERE) :**

- **APPROUVE la demande de garantie bancaire du projet d'EHPAD,**
- **S'ENGAGE pendant toute la durée du prêt, à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt,**
- **AUTORISE Madame le Maire à signer tout document à intervenir.**

### **3) Demande d'admission en non-valeur (régulation 2017)**

Madame le Maire informe l'assemblée délibérante, que Monsieur le Trésorier de Nort-Sur-Erdre sollicite l'admission en non-valeur de titres de recettes de l'exercice 2017 qui sont irrécouvrables (numéro de la liste : 2251500511) pour un total de 60,24 €.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité des membres présents ou représentés, l'admission en non-valeur des titres énumérés ci-dessus et donne tous pouvoirs à Madame le Maire pour la régularisation de cette affaire.**

#### **4) Mise en place d'une autorisation de programme et de crédits de paiement (AP/CP) pour l'extension de l'école maternelle Philippe CORENTIN**

Madame le Maire indique que l'autorisation de programme constitue la limite supérieure du financement d'un équipement ou d'un programme d'investissement donné. Elle peut être révisée à tout moment de l'année. La procédure AP/CP favorise une gestion pluriannuelle des investissements, en rendant plus aisé le pilotage de la réalisation des programmes. Il y a une répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement et une évaluation des ressources envisagées pour y faire face. Cette autorisation de paiement s'étalera sur deux exercices budgétaires à savoir pour 2019, 118 300,00 € et pour 2020, 1 128 200,00 €.

Madame Corine BERTAUD demande pourquoi le Crédit de Paiement ne se fait pas sur 3 exercices.

Madame le Maire répond que normalement le bâtiment sera livré pour la rentrée 2020.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents ou représentés :**

- **APPROUVE de retenir l'opération « Extension de l'école maternelle Philippe CORENTIN » comme programme pluriannuel et permettre ainsi le lancement des marchés (MOE + travaux + bureaux de contrôle) ;**
- **APPROUVE la création de l'autorisation de programme en dépenses et en recettes telle que précitée avec les crédits de paiement correspondants.**

#### **5) Approbation du programme des travaux de l'extension de l'école maternelle Philippe Corentin et sollicitations de nouvelles subventions (Département, Région, CAF)**

Madame Maryline ALEXANDRE rappelle à l'assemblée délibérante que le Conseil Municipal a lancé la programmation de l'extension de l'école maternelle Philippe CORENTIN afin de répondre à l'évolution de la population et d'obtenir un fonds de soutien.

L'étude de programmation pour l'extension de l'école maternelle est à ce jour achevée et a été réalisée par le cabinet ARJUNA. Lors des échanges au sein du groupe de pilotage, un scénario s'est dégagé avec une validation des principes suivants :

- Extension des classes maternelles et locaux éducatifs : 225 m<sup>2</sup>
- Extension des locaux partagés : 181 m<sup>2</sup> (accueil périscolaire et ALSH maternelle)
- Extension des locaux techniques : 44 m<sup>2</sup>
- Espaces extérieurs :
  - Extension du préau : 50 m<sup>2</sup>
  - Extension de cours : 500 m<sup>2</sup>
  - Structure de jeux
  - Espaces verts : 250 m<sup>2</sup>

Dans le cadre de la performance énergétique du bâti, il est précisé que les travaux d'extension devront adhérer à ces objectifs. Des améliorations seront également apportées au bâtiment existant. Les principales caractéristiques de cette opération sont donc :

- Extension des salles de classe et de l'espace de motricité,
- Agrandissement des espaces extérieurs,
- Amélioration énergétique de l'école existante. Actuellement elle n'est pas définie et sera proposée ultérieurement en Conseil Municipal pour chercher d'autres financements et aller vers une performance énergétique valorisée.

Madame Maryline ALEXANDRE précise que quelques modifications sont à noter sur le plan du financement prévisionnel.

En dépenses : AMO pour 11 400 €, MOE, SPS, Bureau de contrôle pour 113 250 €. Le montant des travaux est de 831 000 € et le montant du mobilier / équipements / VRD estimés à 83 100 €. Le total de dépenses sera de 1 038 750 €.

En recettes : le DSIL 2019 pour 70 000 €, la CAF pour 72 000 €, la Région Fonds Ecole pour 100 000 €, le Département Fonds de Soutien pour 273 460 € (nouveau chiffre). L'autofinancement est de 523 290 € afin d'équilibrer les dépenses et les recettes.

Il convient également de délibérer sur le programme définitif des travaux et de solliciter une nouvelle fois les subventions des partenaires institutionnels que sont l'Etat au titre de la DETR et des Fonds de Soutien, la Région des Pays de la Loire au titre du Fonds Ecole, le Département de la Loire-Atlantique au titre du Soutien aux Territoires et de la CAF dans le cadre des activités périscolaires.

Madame le Maire précise que le programme tel qu'il a été arrêté au niveau de l'emprise foncière est diffusé sur l'écran.

Madame Maryline ALEXANDRE indique que la partie en gris foncé correspond au bâtiment existant et la partie en rouge correspond à l'extension du bâtiment. Elle précise que ce ne sont pas les plans définitifs mais des plans de principe émanant du Cabinet ARJUNA. Il y aurait, côté parking, l'accueil périscolaire et l'ALSH et en vert et rouge les deux salles de classe. A ce jour, la consultation pour les architectes est partie. Ils doivent retourner leur dossier pour le 5 juillet et l'ouverture des plis aura lieu le 8 juillet.

Madame le Maire informe que le programme de l'école P. CORENTIN a une quinzaine d'année et que dans la programmation définie il y a 15 ans, l'extension était effectuée dans l'emprise pour deux classes supplémentaires. C'est ce qui a été fait plus l'ajout de la partie périscolaire et l'accueil de loisirs du mercredi pour les maternels. Elle ajoute que des toilettes publiques ont été ajoutées pour les manifestations qui auront lieu sur l'espace vert. Il y aura également une partie préau qui sera ajoutée ainsi qu'un préau sur l'entrée de l'école et un autre sur l'entrée de l'accueil périscolaire et l'ALSH. Il y a également une extension de la surface de la cour.

Monsieur Joseph ROCHER demande si une partie « espaces verts » est conservée à l'intérieur de la cour. En effet, avec l'accroissement des périodes de canicule, de plus en plus de cours de récréation se "verdissent".

Madame Maryline ALEXANDRE informe que cette question n'a pas encore été évoquée mais effectivement le goudron ne sera pas omniprésent.

Madame le Maire ajoute que dans la mesure du possible les arbres remarquables situés dans l'angle seront conservés.

Monsieur Michel ROBIN indique que les principales caractéristiques des travaux énumérés dans le projet portent notamment sur l'amélioration énergétique du bâtiment, or elle n'a pas encore été travaillée. Il indique qu'il n'est donc pas utile de le faire paraître dans le libellé.

Madame Maryline ALEXANDRE précise que ce thème est mis car il est possible qu'avec l'agrandissement et l'extension, la question se pose très rapidement.

Madame le Maire ajoute que le souhait est de conserver ce libellé. Il n'était pas souhaitable que des travaux d'amélioration énergétique impactent l'accueil des enfants par contre si une solution est trouvée et si des améliorations peuvent être apportées sans impact sur le site occupé, des travaux seront faits. Des financements peuvent être à chercher pour ce type de travaux comme cela a été fait à l'espace Malraux.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents ou représentés :**

- **APPROUVE** le programme définitif des travaux pour l'extension de l'école maternelle ;
- **APPROUVE** le plan de financement prévisionnel inscrit au Budget en AP/CP ;
- **AUTORISE** Madame le Maire à solliciter de nouvelles subventions auprès du Département, de la Région, de la CAF et de l'Etat ;
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer tous documents se rapportant à ce programme d'aménagement.

## **6) Convention pour le projet « Agence Postale » en mairie**

Madame le Maire précise que page 6, dans l'article 8 concernant la durée de la convention, celle-ci est signée pour une durée de 3 ans. Cela n'avait pas été précisé car cette durée a été décidée le 1er juillet.

Madame le Maire indique que les généralités du Groupe La Poste ont été reprises dans la note de synthèse. Il est précisé que le Groupe adapte en permanence son réseau en privilégiant la multiplicité des points de contact, en proposant une offre de services et une relation de qualité adaptées aux besoins de ses clients.

Dans ce cadre-là, le Groupe La Poste a fait part du fait que l'agence postale conçue telle qu'elle est aujourd'hui sur la commune ne permet pas de conserver ce service. C'est pourquoi une réflexion s'est engagée pour organiser une Agence Postale communale. C'est à dire que le service revient à la commune moyennant une indemnité mensuelle de 1 038 €.

La convention établit les conditions dans lesquelles certains services de La Poste sont proposés en partenariat avec les communes ainsi que les droits et les obligations de chacune des parties. La commune a vu une opportunité dans cette création d'Agence Postale car cela permet d'étendre les horaires d'ouverture du service. Il faudra éventuellement réfléchir sur la possibilité d'une ouverture un peu plus longue un soir par exemple afin de satisfaire les besoins de la clientèle.

La future agence postale prendrait très certainement place dans un premier temps en mairie et serait mutualisée avec l'accueil de la Mairie. Avec un nouvel agencement et de nouveaux moyens humains alloués, ce nouveau dispositif permettra à la commune de déterminer les jours et les horaires d'ouverture de manière à satisfaire les demandes et assurer, dans des conditions satisfaisantes, la continuité du service public.

Pour le moment, un groupe de travail a été créé en interne avec les agents de l'accueil. Le Groupe La Poste procédera à une formation spécifique afin que les agents soient formés. Pour la sécurité des agents, ils n'auront pas accès aux comptes des clients. Il ne s'agira pas d'une agence bancaire. Les personnes pourront faire des retraits en espèces. Le Groupe La Poste est venu vérifier la présence d'un coffre-fort et l'accès à celui-ci, afin que les transferts de fonds puissent se faire en toute sécurité et indépendamment de la mairie.

Monsieur Simon RIPAULT trouve que le tarif de l'indemnité est "ridicule" par rapport au loyer et l'emploi d'un agent et trouve dommage qu'il n'y ait pas d'évolution concernant le chiffre d'affaires réalisé pour la prestation fournie. Si la commune s'agrandit à l'avenir, le Groupe La Poste aura certainement un meilleur chiffre d'affaires, il serait donc logique que l'indemnité augmente de façon proportionnelle.

Madame le Maire indique qu'il s'agit d'un point de vue et toutes ces questions ont été abordées avec le Groupe La Poste. Ils ont imaginé un équivalent temps plein pour les services à Saint-Mars-du-Désert. Le fait de mutualiser avec l'accueil de la mairie permet d'avoir une équipe de 3 personnes pour pallier aux absences, aux congés et à l'organisation du temps de travail. L'indemnité compensatoire peut être révisable sous certaines conditions qui seront étudiées ultérieurement. Il faudra voir dans le temps la fréquentation de l'Agence Postale (pour le moment, à titre indicatif, elle est assez basse en semaine et assez importante le samedi matin). Il y aura des statistiques et des bilans réguliers. L'indemnité est calculée indépendamment du chiffre d'affaires et sert à rémunérer un agent.

Madame le Maire indique que la commune ajustera la rémunération de l'agent qui ira au-delà des 1 038 € proposés. S'il s'agit d'un agent de la fonction publique, le salaire sera vu et aligné sur celui des collègues.

Monsieur Simon RIPAULT demande si l'on connaît le coût du loyer et des charges salariales de l'agence Postale actuellement en place.

Madame le Maire répond que les charges salariales ne sont pas connues et le loyer mensuel est d'environ 400 €. Il n'y aura pas de loyer puisque l'agence sera hébergée en mairie. Soit, il y a création de cette Agence Postale, soit les habitants de la commune seront redirigés vers la Poste de Ligné ou celle de Carquefou. Si ce projet n'avait pas été communal, La Poste aurait également pu mettre ses services chez un commerçant. Une indemnité ne couvre jamais la totalité des frais réels.

Monsieur Frédéric MAINDRON indique que le cas s'était déjà posé lors du précédent mandat. Il estime qu'il doit être plus difficile aujourd'hui d'obtenir ce qui avait été acquis à l'époque, c'est-à-dire le maintien de l'Agence Postale. Malgré tout, il trouve qu'il est scandaleux qu'une commune de 5 000 habitants ne conserve pas l'Agence Postale. En effet, Saint-Mars-du-Désert est l'une des 2 000 plus grandes villes de France en terme d'habitants. Que va faire la Poste dans les communes moins importantes même si le maillage du territoire est différent. Monsieur MAINDRON se dit également étonné par la rédaction de la convention, notamment du point n°6. En effet, le Conseil Municipal doit se sentir "révolté" de l'abandon d'un service public même si le Groupe La Poste est une société privée. En tant que société privée, elle ne doit pas seulement donner une indemnité et rejoint Monsieur RIPAULT sur le fait d'un octroi aussi faible. De ce fait, ce n'est pas l'entreprise privée qui finance ce service mais bien le marseillais. Il faut également prendre en considération que sans cette mutation, il n'y aurait pas eu de poste à créer. Cette situation est difficilement acceptable et cela est un véritable problème pour beaucoup de communes. D'autre part, Monsieur MAINDRON demande que deviendrait l'agent si au bout de 3 ans il devait y avoir un terme à la convention et demande sous quel statut pourra-t-il être embauché.

Madame le Maire partage ce constat et informe qu'elle a tenu les mêmes propos lors d'une première rencontre avec le Groupe La Poste il y a un an. Malgré tout, il fallait trouver une solution pour maintenir le service. C'est pour cette raison qu'il sera mutualisé avec l'accueil de la mairie. Il est important de conserver ce service en mairie et si toutefois cela ne fonctionne pas, un agent sera formé mais ne sera pas uniquement dévolu à l'agence postale. Il sera également formé à l'accueil de la mairie, aux formalités d'état civil et autres tâches administratives. D'autre part, il a été obtenu du Groupe La Poste, un accompagnement pour réaliser des travaux si nécessaire, à hauteur de 25 000 € ainsi qu'un accompagnement dans le cadre du projet de Tiers-lieu, notamment financièrement sur la thématique "accueil de personnes en situation de handicap". Il ne s'agit pas forcément de la situation idéale mais La Poste a sa politique et la commune d'autres souhaits qui ne sont pas forcément en adéquation. La commune a essayé d'obtenir, par cette convention, le maximum de choses et notamment le maintien du service avec un coût mesuré et réduit pour la commune.

Monsieur Frédéric MAINDRON demande quelle est le type de « philosophie intellectuelle » pour souhaiter conserver ce service par la collectivité plutôt que par une personne privée (épicerie, tabac-presse etc...)

Madame le Maire indique que l'évolution future pourra être de cet ordre mais pour le moment la démarche n'a pas été faite auprès des commerçants car le Groupe La Poste souhaitait avoir un appui au niveau de la municipalité et surtout avoir l'entrée par le Tiers-lieu. Il est donc possible que ce service mute à l'avenir vers le Tiers-lieu mais il est trop tôt pour l'envisager. La municipalité est contrainte d'avancer car le bâtiment actuel où se situe La Poste l'intéresse. En effet, un projet (Ilot Poste) y est prévu et il aurait fallu tout de même reloger l'agence. Ce service Agence Postale évoluera assez vite dans le temps.

Monsieur Eric VANDAELE trouve qu'il s'agit d'une solution subie et non choisie. La convention est visiblement en faveur de la Poste. L'autre problème est qu'il est noté sur la convention que la commune s'engage à vendre les produits et services des partenaires de La Poste. Quels sont-ils.

Madame le Maire précise que les services type téléphonie, assurances et la banque postale ne seront pas assurés au sein des services municipaux. D'autre part, il y aura certainement une évolution des tournées des facteurs, des retraits de plis recommandés, etc... Des étudiants de l'école de Design, qui travaillent également avec le Groupe La Poste, ont été reçus en mairie. Ils imaginent d'autres solutions de portage de courriers mais cela est à l'état conceptuel.

Monsieur Simon RIPAULT demande si la question du stockage des colis a été prévue notamment en période de Noël.

Madame le Maire indique que cet afflux de colis a été étudié. Il y aura certainement un refus de prise en charge des colis trop volumineux.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à la majorité des membres présents ou représentés (5 abstentions : M. Frédéric MAINDRON, M. Alain MALGOGNE, M. Simon RIPAULT, M. Eric VANDAELE et M. William TRUIN), la convention du projet « Agence Postale » et autorise Madame le Maire à la signer.**



## **7) Modification du tableau des effectifs – Création du poste mutualisé d'Adjoint du patrimoine et création du poste d'Adjoint administratif « accueil Agence Postale » / Modifications et suppressions de postes suite aux avancements de grades**

Madame le Maire précise qu'il y a 6 Adjoints techniques principales de 2ème classe en catégorie C. Il est demandé de modifier la durée hebdomadaire de travail car leur avancement de grade avait été effectué sur la base de 35 heures mais il s'agit de l'ensemble des agents d'entretien qui ne sont pas à temps plein. Il faut remettre la durée hebdomadaire à jour.

Madame le Maire indique que 2 postes sont créés. Un en Adjoint administratif catégorie C et un en Adjoint du patrimoine catégorie C.

Pour le poste d'Adjoint administratif de catégorie C, il s'agit de la personne qui sera recrutée pour la création de l'Agence Postale.

Pour le poste d'Adjoint du patrimoine catégorie C, il s'agit du soutien à la lecture publique. Dans le cadre du projet culturel de territoire, Erdre et Gesvres a confirmé la mise en œuvre du dispositif de soutien à la professionnalisation des structures de lecture publique et a fortement sollicité les communes pour bénéficier du soutien de l'intercommunalité dans le cadre de la mutualisation. Après concertation avec l'ensemble des communes, il est apparu des besoins de professionnaliser les bibliothèques existantes ou de conforter la lecture publique et la médiation culturelle qu'il y avait au sein des médiathèques. Les communes qui souhaitaient bénéficier de cette professionnalisation ont été sollicitées et la commune s'est positionnée. Les besoins estimés correspondent à un mi-temps soit 17h50, et seront complétés par la commune de Sucé-sur-Erdre qui souhaitait également, dans le cadre de la médiathèque inaugurée l'année dernière, avoir un agent en plus à mi-temps pour la lecture publique. Dans le cadre de la mutualisation, Erdre & Gesvres prend en charge 80 % du coût du poste. La mutualisation se fait à la même hauteur avec Sucé-sur-Erdre, c'est à dire 50 % en temps de travail et le restant à Sucé-sur-Erdre. Il restera 20 % à payer. C'est une opportunité et une chance pour la commune. Un rendez-vous a eu lieu avec la commune de Sucé-sur-Erdre, Madame le Maire et Madame Marie-Laure BRIAND pour la création de ce poste. Le Comité Technique a donné un avis favorable à cette création, le 1er juillet 2019. Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura plus de bénévoles. La personne recrutée coordonnera son travail avec les bénévoles. Cela permettra d'écrire des projets et des interventions auprès des scolaires. Il y aura également un travail à faire auprès de Madame Patricia CORGE du RAM et éventuellement auprès des aînés.

D'autre part, Madame le Maire indique qu'il s'agit de supprimer tous les postes suite à avancement de grade approuvé par la CAP du Centre de Gestion Loire-Atlantique. Comme il y a eu un changement de grade, la suppression des grades antérieurs est obligatoire.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à la majorité des membres présents ou représentés (2 abstentions : M. Alain MALGOGNE et M. William TRUIN), la modification du tableau des effectifs.**

### **7 bis) Poste mutualisé d'un agent de patrimoine avec la Commune de Sucé sur Erdre – convention de mise à disposition**

Madame le Maire précise que dans le cadre de son projet culturel de territoire, Erdre et Gesvres a confirmé la mise en œuvre du dispositif de soutien à la professionnalisation pour l'ensemble des structures de lecture publique au titre du schéma de mutualisation.

Les communes peuvent donc dès à présent solliciter l'intercommunalité pour bénéficier de ce soutien. Dans ce cadre et après concertation avec les communes du secteur, il est proposé de mutualiser le poste d'Adjoint du patrimoine chargé de la lecture publique avec la commune de Sucé-sur-Erdre. Cet agent partagera son temps de travail ainsi : 50 % aux côtés de la Bibliothèque des amis du livre de Saint-Mars-Du-Désert et 50 % à la Médiathèque de Sucé-sur-Erdre.

Cet emploi permettra de :

- De développer la lecture publique à l'échelle de la commune.
- Contribuer à la politique de développement culturel mise en œuvre par la Communauté de Communes d'Erdre & Gesvres, plus spécifiquement à partir du livre et de la lecture.



Madame le Maire indique que la convention a été partagée avec la commune de Sucé-sur-Erdre par les deux DGS. Après relecture, il n'y a pas de particularité sauf la date de l'avis de la CAP qui sera à ajouter. Après le recrutement, il faudra compléter cette convention avec le nom de la personne choisie. Cette convention sera établie pour une durée de 3 ans. C'est la commune de Saint-Mars-du-Désert qui compte la personne dans ses effectifs car il est nécessaire que l'agent recruté appartienne à une des deux collectivités. Madame le Maire et Madame BRIAND souhaitent que cet agent apparaisse dans les effectifs de la commune dans le cadre du projet médiathèque qui n'a pas été laissé de côté. Il s'agit également d'un bon signal à donner pour l'équipe des "Amis du Livre" qui œuvre pour tous les lecteurs de la commune.

Madame le Maire tient à remercier la CCEG pour la mise en place de ce poste qui va être mutualisé. Cela permet d'avoir de bons échanges avec d'autres communes, c'est la première fois qu'il y a un travail commun avec Sucé-sur-Erdre. Il sera intéressant pour la personne recrutée de bénéficier d'une structure telle que la médiathèque de Sucé-sur-Erdre qui fonctionne bien et de travailler avec la bibliothèque associative de la commune. La responsable de la médiathèque de Sucé-sur-Erdre souhaiterait qu'il y ait des échanges qui se fassent avec peut-être des expositions itinérantes ou des partenariats, des prix lecture.... à la médiathèque et à la bibliothèque. Le soutien non négligeable de la CCEG permet de pouvoir l'envisager.

Monsieur Simon RIPAUT indique qu'il sera nécessaire dans la convention de bien noter, sur les plannings de l'agent, communes de St Mars-du-Désert et Sucé-sur-Erdre, car il y a une erreur de communes sur ceux présentés (Casson et Héric).

Madame le Maire précise qu'il s'agit de la convention type qui a été reprise. Il a également été convenu avec Sucé-sur-Erdre que pour ce mi-temps, il n'est pas souhaitable que l'agent fasse des allers et venues perpétuels. L'agent sera certainement 2 jours 1/2 en temps de présence, sur la commune et 2 jours 1/2 sur la commune de Sucé-sur-Erdre ou bien 1 semaine dans chaque commune. Cela sera plus lisible pour les bénévoles de la bibliothèque et plus simple à gérer pour l'agent.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à la majorité des membres présents ou représentés (2 abstentions : M. Alain MALGOGNE et M. William TRUIN) :**

- **APPROUVE la convention de mise à disposition de cet agent,**
- **AUTORISE Madame le Maire à la signer,**
- **SOLLICITE le soutien à cette professionnalisation auprès d'Erdre et Gesvres conformément au schéma de mutualisation.**

#### **8) Approbation du règlement intérieur pour le personnel mairie et de la charte informatique**

Madame le Maire indique que ce point a été vu en Comité Technique le 1er juillet 2019. Celui-ci a donné un avis favorable. Il s'agit d'adapter le règlement au fonctionnement de la mairie de St Mars-du-Désert. Il doit être communiqué à l'ensemble des agents de la collectivité par voie d'affichage et par remise en main propre d'un exemplaire. D'autre part, il s'agit de formaliser la charte d'utilisation de l'informatique dans le cadre d'un code de déontologie qui formalise les règles légales et de sécurité relatives à l'utilisation de tout système d'information et de communication au sein de la collectivité. Il s'agit d'indiquer que tout manquement, selon sa gravité, est susceptible d'entraîner pour l'utilisateur des sanctions disciplinaires, et ce sans exclusion d'éventuelles actions pénales ou civiles à son encontre. L'utilisateur pourra, en outre, voir ses droits d'accès aux ressources et système d'information et de communication suspendus ou supprimés, partiellement ou totalement.

Monsieur William TRUIN remarque qu'il est indiqué dans le chapitre 6 qui concerne internet, que pour éviter les abus, l'autorité territoriale peut procéder à tout moment au contrôle des connexions entrantes et sortantes et des sites les plus visités. Il précise que l'employeur n'a pas le droit de regarder le poste d'un salarié. Des sites peuvent néanmoins être bloqués.

Madame le Maire indique qu'il a été précisé aux agents que cela pouvait se faire uniquement dans le cadre d'une procédure et en cas de suspicion. Cela est effectivement très réglementé. De plus, chaque agent possède des mots de passe pour entrer sur leur cession.

Monsieur Eric VANDAELE indique qu'au point 8.4 sur la réglementation européenne, il n'y a pas de référence au RGPD (Réglementation Générale sur la Protection des Données).

Madame Maryline ALEXANDRE indique que la charte informatique a été travaillée sous l'ancien mandat. Celle-ci a été faite en attendant d'avoir une charte au niveau intercommunal puisqu'il y aura une charte commune et le RGPD y sera intégré. Elle est actuellement en cours de rédaction. En attendant, pour des raisons de sécurité, il a fallu créer une charte propre à la mairie.

Madame le Maire indique que le règlement des services, quant à lui, émane de la suite logique du protocole de temps de travail. Ce règlement intérieur a été vu en Comité Technique le 1er juillet 2019. Celui-ci a donné un avis favorable puisqu'il avait été largement travaillé en amont avec l'ensemble des services.

Monsieur Eric VANDAELE fait remarquer, concernant le point n° 9, qu'il est indiqué qu'il est interdit de fumer ou de vapoter dans l'ensemble des lieux publics et demande à remplacer le mot "publics" par "communaux".

Madame le Maire indique que ce sont les locaux recevant du public, les locaux communs (lieu de travail) ainsi que les locaux contenant des substances et des préparations dangereuses qui sont désignés par lieux publics. Une ligne sous ce paragraphe a été ajoutée pour préciser qu'il est interdit également de fumer dans les véhicules et engins municipaux.

Monsieur Eric VANDAELE ajoute que le sens commun de "lieux publics" signifie "lieux accessibles au public".

Madame le Maire indique que cela n'a pas été relevé par le Comité Technique mais il peut être amendé.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité des membres présents ou représentés, le règlement intérieur pour le personnel.**

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité des membres présents ou représentés, la charte informatique.**

### **9) Désaffiliation de la commune d'Orvault du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Loire-Atlantique**

Madame le Maire indique que les collectivités de moins de 350 agents sont affiliées obligatoirement au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale ; les autres collectivités peuvent bénéficier de ces prestations si elles le souhaitent, dans le cadre d'une affiliation dite « volontaire ». Par délibération en date du 20 mai 2019, la commune d'Orvault, établissement affilié volontaire au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Loire-Atlantique, a autorisé son Maire à solliciter sa désaffiliation du Centre de Gestion, à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2020. En effet, les effectifs de la commune d'Orvault ont progressivement augmenté, le seuil des 350 agents ayant été dépassé depuis 2006. La volonté de désaffiliation de la commune s'inscrit dans un contexte de recherches d'économies, Orvault s'étant progressivement dotée des outils et des moyens pour mettre en place une gestion autonome de ses ressources humaines. La commune d'Orvault souhaite toutefois maintenir son adhésion au socle commun de prestations du Centre de Gestion et son adhésion à la médecine préventive.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité des membres présents ou représentés, la désaffiliation de la commune d'Orvault du Centre de Gestion de la Fonction Publique de Loire-Atlantique.**

## **10) Municipalisation du service de restauration scolaire**

Madame Maryline ALEXANDRE indique qu'une délibération est passée au Conseil Municipal en date du 26 mars 2019 pour décider de l'étude du projet de reprise de l'activité du Comité de Gestion du Restaurant Scolaire,

Une assemblée générale extraordinaire a eu lieu le 24 juin 2019 afin de dissoudre l'association, confier la gestion de l'activité de restauration scolaire à la municipalité et nommer trois liquidateurs.

En vertu des articles L2221-1 et L2221-2, la commune a décidé d'exploiter en régie le service de la restauration scolaire. Il y a donc un transfert de ces services à la collectivité, assimilé à un transfert d'entité économique au sens de l'article L122-12 du Code du Travail.

Il a fallu définir ce service. Pour cela plusieurs critères ont été pris en considération.

Le premier concerne l'objet du service : Les activités portées par le CGRS pourraient, dans l'absolu, relever d'activités économiques du secteur privé : il existe des restaurations scolaires « privées » ; d'autant que l'association disposait en soi de cette qualification d'entité économique privée.

L'indice du mode de financement du service : Pour être industriel et commercial, le service doit voir la majorité de ses dépenses couvertes par les recettes d'exploitation, généralement par les prix payés par les usagers : ce n'est pas le cas de la restauration scolaire, l'association bénéficiant d'une subvention communale.

L'indice des modalités de fonctionnement : L'association n'a pas recours à des modes de promotion (publicité) ou de management (rémunération indexée sur des objectifs à atteindre par exemple) s'approchant d'une entreprise du secteur privé.

Deux de ses indices n'étant pas remplis, la commune a estimé que le service en cause relève d'un service public administratif.

Concernant les conséquences du transfert, le Conseil Municipal décide de reprendre en régie directe les activités qui seront fondues dans la masse budgétaire du budget principal de la collectivité.

Dans le cadre de ce transfert, la commune a l'obligation de reprendre le personnel associatif et doit s'engager à reprendre l'actif ou le passif de l'activité en cause à l'issue de l'exercice comptable en cours. Pour l'association, l'issue de l'exercice comptable est au 31 août 2019.

Concernant le transfert du personnel, la démarche est en cours. La procédure mise en œuvre est la suivante :

- Avis favorable du Comité Technique (Art.32 de la loi n° 84-53).
- Création des emplois.
- Proposition de recrutement faite aux salariés.
- Réponse des salariés.
- Signature des contrats (11 agents).

Il y aura également en conséquence le transfert de l'actif et du passif. Ce point fait l'objet d'une délibération spécifique.

La dissolution du CGRS ne veut pas dire clôture de l'association. La clôture réelle aura probablement lieu fin septembre / début octobre, lorsqu'il y aura la clôture des comptes. Il y aura une Assemblée Générale Extraordinaire avec les 3 liquidateurs.

Madame Karine MAINGUET demande si l'association reprendra son activité en septembre.

Madame Maryline ALEXANDRE répond qu'il y a eu un vote le 24 juin dernier où l'association a décidé la dissolution de l'association. Il y a une mise en place de 3 liquidateurs puisqu'il va y avoir un transfert de compétences et cela doit être certifié et conforme. Ils seront les garants du transfert de l'actif et du passif. La municipalisation va se faire à compter du 1er septembre. La dissolution fait qu'il y a une nomination des liquidateurs.

Madame Corine BERTAUD ajoute qu'il faut préciser de quel code émanent les articles de référence cités.

Madame le Maire indique qu'il s'agit du CGCT / Code Général des Collectivités Territoriales.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents ou représentés :**

- **PREND acte de la dissolution du CGRS,**
- **APPROUVE la municipalisation de l'activité de la restauration scolaire sous la forme d'un service public à caractère administratif.**

### **10 bis) Municipalisation du service de restauration scolaire – Reprise de l'état liquidatif du CGRS**

Madame Maryline ALEXANDRE indique qu'en vertu des articles L2221-1 et L2221-2 du CGCT, la commune de Saint-Mars-Du-Désert a décidé d'exploiter en régie le service de la restauration scolaire, service destiné à être fondu dans la masse budgétaire du budget principal de la collectivité. Dans le cadre de ce transfert, la commune a l'obligation de reprendre le personnel associatif et doit s'engager à reprendre l'actif ou le passif de l'activité en cause, à l'issue de l'exercice comptable de 2019.

Le CGRS dispose d'une période transitoire pour finir ses démarches, réaliser son bilan comptable, établir la liquidation et dissoudre l'association. Ces principes ont été actés en Assemblée Générale Extraordinaire le 24 juin 2019.

La situation du CGRS dressée au 31 mai 2019 a été jointe en annexe car l'état à jour n'a pas été encore reçu.

Madame le Maire précise qu'il est bien indiqué que l'activité de la restauration scolaire est gérée par le CGRS sous couvert des liquidateurs jusqu'au 31 août 2019. La municipalité prendra le relais à compter du 1er septembre.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents ou représentés :**

- **APPROUVE la reprise intégrale de l'état liquidatif du CGRS sur la base du bilan comptable certifié au 31 mai 2019,**
- **VALIDE le transfert de l'actif et du passif de l'association CGRS de Saint-Mars-du-Désert qui est en charge jusqu'au 31 Août 2019 de la gestion de la restauration scolaire.**

### **11) Validation du règlement intérieur du Restaurant Scolaire – Maintien des tarifs**

Madame Maryline ALEXANDRE indique que dans le cadre de la municipalisation du service de restauration scolaire, il convient d'établir un règlement intérieur pour ce nouveau service municipal. Ce règlement intérieur a été évoqué en Commission Enfance Jeunesse Education et travaillé en amont avec Madame Christine AURIAU.

Le restaurant municipal de Saint-Mars-du-Désert accueille les enfants des écoles George Sand, Philippe Corentin et Saint-Martin, ainsi que les enfants inscrits aux accueils de loisirs du mercredi et pendant les vacances scolaires. Le personnel municipal et les enseignants peuvent aussi y déjeuner et occasionnellement les parents sur réservation préalable. Il fonctionne toute l'année, du lundi au vendredi, entre 11h30 et 14h00. Les enfants sont encadrés par le personnel municipal (agents de service du restaurant, animateurs, ATSEM...).

Dans le règlement intérieur, Madame ALEXANDRE propose de se référer directement aux tarifs et modalités de paiement. Il est proposé d'émettre le tarif de 3,70 €. Actuellement, le tarif est de 3,62 € pour un enfant. Est intégré et lissé au nouveau tarif, la cotisation de 10 € par an. Le repas adulte est proposé à 4,80 €.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents ou représentés :**

- **APPROUVE la validation du règlement intérieur du Restaurant Scolaire,**
- **APPROUVE les nouveaux tarifs.**

## **12) Convention pour le festival des « Rendez-vous de l'Erdre »**

Madame Emilie HAMON indique qu'après plusieurs rencontres entre Madame le Maire et de M. Loïc BRETAUD, coordonnateur des Rendez-Vous de l'Erdre, la commune avait la volonté de rentrer dans ses rendez-vous notamment ceux liés à l'eau, le marais et les liens avec l'Erdre.

Madame le Maire a proposé que ce rendez-vous ait lieu au Moulin Brûlé au niveau des Pépinières, lieu approprié pour avoir notamment un beau couché de soleil sur les marais. En effet, dans la programmation des Rendez-vous de l'Erdre, il y a des levés de soleil avec des concerts tôt le matin. La proposition a été faite de compléter cette offre avec un concert au coucher du soleil. Il aura lieu le vendredi 30 août 2019 à 20 heures, avant la programmation très dense du week-end. Madame Emilie HAMON a proposé un concert de Jazz Manouche pour qu'il soit accessible (Quartet avec Jacques JULIENNE, accordéoniste relativement connu, ainsi qu'un violon, une guitare et une contrebasse). Les parkings se feront aux Pépinières du Val d'Erdre et le public ira à pied jusqu'au Moulin Brûlé. Il convient cette année de formaliser l'adhésion de la commune à la charte du festival afin d'être un partenaire officiel de ce festival. Elle reprend les divers engagements et les différentes catégories nautiques.

Monsieur Clément LECOMTE demande s'il n'est pas dérangeant de ne pas être à proximité de l'eau.

Madame Emilie HAMON indique que les organisateurs du festival essaient d'ouvrir leurs horizons. D'autre part, il y a vue sur les marais depuis le Moulin Brûlé et donc des liens avec le territoire.

Madame le Maire précise qu'ils recherchent des lieux plutôt insolites où il y a une exploitation de l'Erdre, des marais ou idéalement à l'avenir, des cours d'eau qui peuvent rejoindre la Loire. Il y aura également un autre concert sur le site d'EVADEA, le jeudi 29 août, avec les deux têtes d'affiche Bernard MUBA et Vincent PERRANI pour un duo inédit.

Il est plutôt intéressant pour la commune de s'inscrire dans la programmation de ce festival mondialement connu car il génère une belle activité économique en plus de l'offre culturelle ainsi qu'une connaissance de l'Erdre et des communes.

Pour information, aucune subvention n'est donnée pour ce festival mais la commune participe à hauteur de 1 500 € pour les spectacles. 3 nouvelles communes font leur entrée cette année dans le festival : St Mars-du-Désert, Saffré et Le Gâvre.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité des membres présents ou représentés, l'adhésion à la charte du festival des « Rendez-vous de l'Erdre » et autorise Madame le Maire à la signer.**

## **13) Validation du règlement de fonctionnement de la Carte Unique pour l'accès aux équipements intercommunaux de lecture publique**

Madame Marie-Laure BRIAND indique qu'il s'agit d'un règlement de fonctionnement à mutualiser pour 11 bibliothèques / médiathèques. Les usagers munis de leur carte unique qui est entièrement gratuite, pourront se déplacer dans les 11 médiathèques et bibliothèques pour pouvoir emprunter des livres, des DVD ... et pourront également réserver jusqu'à 15 documents par informatique. Il y a un règlement unique mais des spécificités en fonction des communes (par exemple, Héric et Sucé-sur-Erdre). Nort-sur-Erdre est exclue de ce règlement puisque la commune tenait à garder une adhésion de 10 €. Si les usagers souhaitent emprunter un document à Nort-sur-Erdre, ils devront souscrire à l'adhésion.

Lorsque l'on emprunte des documents dans une bibliothèque ou une médiathèque, on doit absolument revenir les rapporter dans ce même lieu. Ce sont donc les usagers qui se déplacent dans les 11 bibliothèques ou médiathèques. Il s'agit du niveau 1. A suivre, le niveau 2 pourra être activé, c'est à dire que les documents pourront circuler dans les divers lieux.

Tous les adultes résidents hors du territoire devront payer une adhésion de 10 € et 2 € seront demandés pour toute carte perdue.

Madame Emilie HAMON explique pourquoi elle souhaite s'abstenir pour ce vote. Elle est contre le fait que ce dispositif soit gratuit afin de responsabiliser les personnes qui empruntent des objets.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à la majorité des membres présents ou représentés (1 abstention : Mme Emilie HAMON) :**

- **APPROUVE la validation du règlement de fonctionnement de la Carte Unique pour l'accès aux bibliothèques / médiathèques d'Erdre et Gesvres,**
- **APPROUVE la mise en œuvre de la Carte Unique.**

#### **14) Règlement intérieur de la bibliothèque**

Madame Marie-Laure BRIAND informe qu'il est proposé à chaque bénéficiaire, d'emprunter dans les bibliothèques, de consulter sur place, de bénéficier de services comme par exemple les espaces multimédias, les ressources numériques, les jeux vidéo et de respecter le règlement intérieur de chaque bibliothèque. Le règlement intérieur mutualisé a été repris à St Mars-du-Désert et il n'a pas été ajouté de spécificité.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité des membres présents ou représentés, le règlement intérieur de la bibliothèque.**

#### **15) Avenant à la convention de partenariat pour le fonctionnement de l'école de musique intercommunale associative (EMI)**

Monsieur Franck BOUQUIN indique que l'avenant à la convention avait déjà fait l'objet d'une discussion lors du vote des subventions. Cette subvention est annualisée et correspond à la période de septembre 2019 jusqu'à fin 2021. Son montant est de 2 049 € pour cette année et correspond à 1,30 € et non à 1,32 € par habitant. Pour information la commune de Ligné se désengagera pour la dernière année normalement de cette association. 2 pôles sont retenus pour le fonctionnement. Le 1er est composé de St Mars-du-Désert, Ligné et Petit-Mars et le 2ème pôle est composé de Nort-sur-Erdre, Casson et Les Touches. La proximité sera ainsi facilitée.

Madame Maryline ALEXANDRE demande si l'association va continuer à utiliser tous les locaux occupés actuellement.

Monsieur Franck BOUQUIN répond que oui et que cela faisait partie du contrat.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité des membres présents ou représentés, l'avenant à la convention de partenariat pour le fonctionnement de l'école de musique intercommunale associative et autorise Madame le Maire à le signer.**

#### **16) Définition du nombre et répartition des sièges au Conseil Communautaire dans le cadre de l'accord local prévu par la loi**

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que la composition du Conseil Communautaire sera fixée selon les modalités prévues par l'article L. 5211-6-1 du CGCT. La composition du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes d'Erdre et Gesvres pourrait être fixée, à compter du prochain renouvellement général des Conseils Municipaux : Selon un accord local permettant de répartir un nombre total de sièges qui ne peut excéder de plus de 25 % la somme des sièges attribués en application de la règle de la proportionnelle à la plus forte moyenne basée sur le tableau de l'article L. 5211-6-1-III du CGCT.

La répartition des sièges devra respecter les conditions cumulatives suivantes :

- Etre répartis en fonction de la population municipale de chaque commune.
- Chaque commune devra disposer d'au moins un siège.
- Aucune commune ne pourra disposer de plus de la moitié des sièges.
- La part des sièges attribuée à chaque commune ne pourra s'écarter de plus de 20% de la proportion de sa population dans la population globale des communes membres, sauf à bénéficier de l'une des deux exceptions à cette règle.

Madame le Maire indique que le nombre de sièges retenus est de l'ordre de 45 sièges comme actuellement. Il a été délibéré en Bureau communautaire que les communes de plus de 8 000 habitants (Nort-sur-Erdre et Treillières) auraient un conseiller communautaire de plus. Les communes de taille moyenne conservent leur nombre de sièges.

Par exemple, il y a 4 conseillers communautaires à St Mars-du-Désert et ce nombre n'évoluera pas. Seule la commune de Sucé-sur-Erdre reprend un siège car il y a environ 7 000 habitants. Les communes de Petit-Mars, Fay-de-Bretagne, Les Touches, Casson et Notre-Dame-des-Landes ont 3 et 2 sièges. Ce scénario pénalise le moins les plus petites communes notamment Casson et Notre-Dame-des-Landes avec 2 sièges. Actuellement elles en ont 3. Cette hypothèse a été validée par l'ensemble des 12 communes lors d'un Bureau Communautaire.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité des membres présents ou représentés, la définition et la répartition des sièges au Conseil Communautaire dans le cadre de l'accord local prévu par la loi.**

#### **17) Communauté de Communes Erdre et Gesvres – Modification statutaire**

Madame le Maire informe que le Code Général des Collectivités Territoriales impose aux Communauté de communes de mettre leurs statuts en conformité avec la nouvelle rédaction de l'article L. 5214-16. La modification statutaire intervient pour la prise en compte de la compétence assainissement, de la pollution de l'eau, de la mise en place et de l'exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques sur les bassins versants. Il s'agit plus particulièrement des études qui identifient les besoins et les modalités de suivi de la qualité des eaux, des milieux aquatiques et hydrologiques ainsi que la surveillance, les installations et la gestion de dispositifs adaptés, la réalisation de campagne de mesures permettant de connaître et d'évaluer l'état et la qualité de l'eau et des flux hydrologiques, l'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité des membres présents ou représentés, la modification statutaire de la CCEG.**

#### **18) Avenant à la convention de Service Commun Informatique**

Madame le Maire indique que l'avenant à la convention de Service Commun Informatique concerne l'intégration de 3 nouvelles communes que sont Sucé-sur-Erdre, Vigneux-de-Bretagne et Treillières ainsi que la prise en compte des équipements informatiques des écoles pour l'ensemble des communes.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité l'avenant à la convention de Service Commun Informatique.**



### **19) Modification du règlement intérieur de la halte-garderie (modification du barème national CAF)**

Madame Maryline ALEXANDRE indique que la CAF, par courrier du 25 juin, informe les gestionnaires de structures d'accueil des jeunes enfants de la modification du barème national des participations familiales (sans changement depuis 2002), applicable au 1<sup>er</sup> septembre 2019. Le taux d'effort comprendra désormais 5 chiffres après la virgule (2 auparavant). De même, le plancher et le plafond de ressources sont fixés par la CAF pour chaque année. Il convient d'intégrer ces nouveaux éléments au règlement intérieur de la structure "la Petite Planète". Ce qui a été modifié est l'exemple de calcul page 5 et l'annexe sur laquelle a été ajoutée un tableau qui était auparavant dans le règlement. Le plancher de ressources au 1<sup>er</sup> septembre 2019 s'élève à 705,27 € mensuels. De plus, c'est le tarif plancher qui est appliqué pour les enfants placés en famille d'accueil au titre de l'ASE (Aide Sociale à l'Enfance) contrairement à avant (nouvelles directives de la CAF).

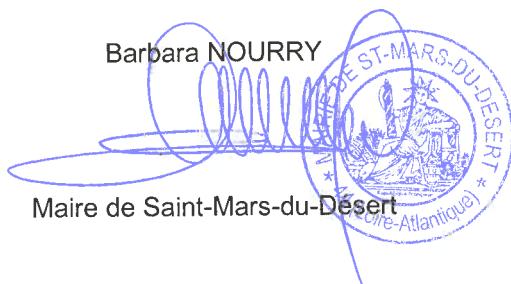
**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité l'intégration du nouveau barème de la CAF dans le règlement intérieur de la halte-garderie.**

### **20) Avenant n°2 au marché du lot 2 « menuiseries extérieures » – TEPC Espace Malraux**

Monsieur Frédéric BOISLEVE indique que toutes les menuiseries extérieures ont été changées à l'espace André MALRAUX. En décembre 2018, il y avait déjà eu un avenant pour la modification de l'intégralité des serrures car elles étaient d'origine. Le point a été fait avec Madame Emilie HAMON et Monsieur Franck BOUQUIN sur tout l'organigramme des clés et quelques modifications ont été apportées. Il a été recréé des circuits pour pouvoir utiliser l'espace A. MALRAUX dans toutes les phases de location proposées ainsi que pour les salles annexes (ancienne salle du Conseil Municipal, le bar, les cuisines...). Quelques serrures ont donc dû être ajoutées et certaines ont été retirées et le nombre de clés a été multiplié par rapport aux circuits habituels. Ce qui amène à prendre un avenant n° 2 de 2 000 € de différence. L'avenant n° 1 était d'un montant de 10 302 € H.T. et l'avenant n° 2 est d'un montant de 12 289.75 € H.T. Des issues de secours ont également été modifiées ou créées telle que la porte qui est sur la scène et qui donne à l'arrière de la salle. Les travaux et la mise en place de tous les circuits doivent être fait fin juillet. Les différents circuits seront matérialisés sur des tableaux. 3 jeux de clés sont prévus pour chaque circuit.

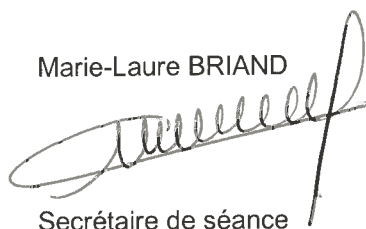
**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité l'avenant n°2 au marché du lot 2 « menuiseries extérieures » dans le cadre des travaux énergétique TEPCV de l'Espace Malraux et autorise Madame le maire à le signer.**

Barbara NOURRY

The block contains the signature of Barbara NOURRY in blue ink. Overlaid on the signature is the official circular stamp of the Municipality of Saint-Mars-du-Désert. The stamp features a central emblem with a sun and a building, surrounded by the text "VILLE DE SAINT-MARS-DU-DESERT" and "Nouvelle-Aquitaine".

Maire de Saint-Mars-du-Désert

Marie-Laure BRIAND

The block contains the signature of Marie-Laure BRIAND in blue ink. The signature is fluid and cursive, written over a horizontal line.

Secrétaire de séance